



CC du Pays d'Urfé (Siren : 244200820)

FICHE SIGNALÉTIQUE BANATIC

Données générales

Nature juridique	Communauté de communes (CC)
Commune siège	Saint-Just-en-Chevalet
Arrondissement	Roanne
Département	Loire
Interdépartemental	non

Date de création

Date de création	28/06/1996
Date d'effet	28/06/1996

Organe délibérant

Mode de répartition des sièges	Répartition de droit commun
Nom du président	M. Daniel PEROTTI

Coordonnées du siège

Complément d'adresse du siège	MAISON DU PAYS D'URFE
Numéro et libellé dans la voie	
Distribution spéciale	
Code postal - Ville	42430 ST JUST EN CHEVALET
Téléphone	04 77 65 12 24
Fax	04 77 65 07 77
Courriel	contact@ccpu.fr
Site internet	www.ccpu.fr

Profil financier

Mode de financement	Fiscalité additionnelle avec fiscalité professionnelle de zone et sans fiscalité professionnelle sur les éoliennes
Bonification de la DGF	non
Dotation de solidarité communautaire (DSC)	non
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	non
Autre taxe	non
Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM)	oui
Autre redevance	non

Population

Population totale regroupée	5 338
Densité moyenne	20,67

Périmètre

Nombre total de communes membres : 11

Dept	Commune (N° SIREN)	Population
42	Champoly (214200479)	331
42	Chausseterre (214203390)	229
42	Cherier (214200610)	575
42	Cremeaux (214200768)	926
42	Juré (214201162)	249
42	La Tuillère (214203143)	297
42	Les Salles (214202954)	548
42	Saint-Just-en-Chevalet (214202483)	1 183
42	Saint-Marcel-d'Urfé (214202558)	297
42	Saint-Priest-la-Prugne (214202764)	438
42	Saint-Romain-d'Urfé (214202822)	265

Compétences

Nombre total de compétences exercées : 24

Compétences exercées par le groupement
Production, distribution d'énergie
- Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie (MDE) <i>Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.</i>
Environnement et cadre de vie
- Assainissement non collectif
- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
- GEMAPI : Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique <i>3-3-1 : Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L211-7 du Code de l'environnement ;</i>
- GEMAPI : Entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau <i>3-3-1 : Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L211-7 du Code de l'environnement ;</i>
- GEMAPI : Défense contre les inondations et contre la mer <i>3-3-1 : Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L211-7 du Code de l'environnement ;</i>
- GEMAPI : Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques, des zones humides et des formations boisées riveraines <i>3-3-1 : Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L211-7 du Code de l'environnement ;</i>

- Autres actions environnementales <i>Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.</i>
Sanitaires et social
- Activités sanitaires <i>Politique de la santé et actions en faveur du maintien et de l'installation de professionnels de santé sur le territoire intercommunal</i> Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- Action sociale <i>Action sociale d'intérêt communautaire : 1/ Politique de l'emploi et de l'insertion, 2/ Politique enfance jeunesse, 3/ Soutien à l'école de musique intercommunale, 4/ Politique de la santé et actions en faveur du maintien et de l'installation de professionnels de santé sur le territoire intercommunal, 5/ Soutien aux associations dont les actions présentent un intérêt communautaire.</i>
Développement et aménagement économique
- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire <i>Opération de développement local du quinquennal (soutien des actions aux activités, commerciales ou de l'emploi, soutien des activités agricoles et forestières?)" du précédent référentiel</i>
Développement et aménagement social et culturel
- Activités péri-scolaires <i>Politique enfance jeunesse</i>
- Activités culturelles ou socioculturelles <i>Soutien à l'école de musique intercommunale</i>
Aménagement de l'espace
- Schéma de cohérence territoriale (SCOT)
- Schéma de secteur
- Création et réalisation de zone d'aménagement concertée (ZAC)
- Constitution de réserves foncières
Voirie
- Création, aménagement, entretien de la voirie
Développement touristique
- Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme <i>Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme</i>
Logement et habitat
- Programme local de l'habitat
- Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) <i>Opération d'amélioration de l'habitat</i>
Autres
- NTIC (Internet, câble...) <i>Aménagement des infrastructures liées aux nouvelles technologies de l'information</i>
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage <i>Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage</i>
- Autres <i>Aménagement et entretien des sentiers de randonnées d'intérêt communautaire</i>

Adhésion à des groupements

Dept	Groupement (N° SIREN)	Nature jur.	Population
42	SM des Monts de la Madeleine (200010775)	SM fermé	192 794
42	Syndicat d'études et de programmation pour l'aménagement du Roannais (SYEPAR) (254201387)	SM fermé	108 417
42	SI d'énergies du département de la Loire (SIEL) (254200546)	SM ouvert	2 287 720
42	Syndicat d'études et d'élimination des déchets du Roannais (SEEDR) (254202104)	SM fermé	152 922

Sources : DGCL, BANATIC / Insee, RP (population totale légale en vigueur en 2020 - millésimée 2017)